

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22135 - 82EME ANNÉE

À La Réunion l'école est obligatoire et doit être gratuite

Allocation de rentrée scolaire (ARS) : pourquoi faire financer par les cotisations des travailleurs à la CAF les profits de la grande distribution ?



À La Réunion, l'école est obligatoire et gratuite de 6 à 16 ans. Pourtant, chaque rentrée scolaire oblige les familles réunionnaises à supporter des dépenses pour acheter cahiers, stylos, classeurs et autres fournitures. Une situation anormale alors qu'une autre organisation, plus juste et plus efficace, est possible. Après les fêtes de fin d'année, la rentrée scolaire constitue le deuxième temps fort de l'activité commerciale à La Réunion. Les enseignes de la grande distribution rivalisent

d'offres pour capter cette manne financière.

À La Réunion, chaque mois d'août, le versement de l'Allocation de rentrée scolaire (ARS) par la CAF est attendu comme une bouffée d'oxygène. Officiellement destinée à préparer la rentrée des enfants, cette aide déclenche aussi l'ouverture des grandes braderies commerciales et une avalanche de publicités.

Deuxième temps fort de l'activité commerciale après les fêtes de fin d'année

Le calendrier n'a rien d'un hasard. Après les fêtes de fin d'année, la rentrée scolaire constitue le deuxième temps fort de l'activité commerciale à La Réunion. Les enseignes de la grande distribution rivalisent d'offres pour capter cette manne financière. Au final, bien qu'une partie importante de l'ARS est absorbée par les achats de fournitures scolaires, une autre sert à acquérir des biens sans lien avec l'école, de l'électroménager aux équipements divers. Dans tous les cas, ce sont surtout les grandes enseignes qui en retirent les bénéfices, avant que ces profits ne soient, pour une large part, rapatriés vers leurs sièges situés en France.

Pour une école gratuite

Pourquoi ne pas considérer les fournitures scolaires comme un véritable service public, au même titre que l'enseignement lui-même ? Les communes pour les écoles primaires, le Conseil départemental pour les collèges et la Région pour les lycées pourraient acheter directement, par appels d'offres, l'ensemble des fournitures nécessaires à chaque élève.

Les financements existent. L'État rappelle lui-même que la Dotation globale de fonctionnement (DGF), rapportée au nombre d'habitants, est plus élevée à La Réunion qu'en France. À cela s'ajoutent les recettes de l'octroi de mer, dont l'objectif est précisément de financer les collectivités par un impôt payé par les pauvres, la classe la plus nombreuse à La Réunion. Une partie de ces ressources pourrait être consacrée à garantir la gratuité réelle de la scolarité.

Renforcer l'égalité, réduire les coûts

Les avantages seraient nombreux. Les familles n'auraient plus à courir les magasins ni à comparer les prix. Chaque enfant disposerait des mêmes fournitures dès le premier jour de classe, renforçant ainsi l'égalité entre les élèves. Les achats groupés permet-

traient également de réduire les coûts grâce à la commande en grande quantité et d'imposer des critères favorisant les productions locales ou respectueuses de l'environnement.

Affaiblir le système néocolonial

Cette mesure aurait aussi une conséquence importante : l'ARS ne serait plus détournée de sa vocation initiale pour alimenter les chiffres d'affaires de la grande distribution. Les sommes ainsi économisées pourraient rester dans les caisses de la CAF afin de financer d'autres besoins sociaux des familles réunionnaises, ou conduire à une redéfinition plus efficace des politiques publiques en faveur de l'enfance.

À l'heure où le pouvoir d'achat demeure une préoccupation majeure et où La Réunion doit rompre avec une économie néocoloniale, où l'argent venu de France sous forme d'allocations est recyclé en profits privés rapatriés en France, la gratuité effective des fournitures scolaires mérite d'être placée au cœur du débat public. L'éducation est un droit. Les outils indispensables pour apprendre doivent être gratuits.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

El Niño : l'humanité entre dans une zone de danger sans précédent

Alors que l'Organisation météorologique mondiale annonce un renforcement d'El Niño dans les prochains mois, le secrétaire général de l'ONU alerte sur une aggravation de la crise climatique, La Réunion est concernée. Si El Niño est un phénomène naturel, ses effets sont aujourd'hui amplifiés par le réchauffement provoqué par un modèle de production et de consommation fondé sur les énergies fossiles. Pour les peuples les plus vulnérables comme le peuple réunionnais, le temps n'est plus aux discours mais à l'action.

L'humanité vient de franchir un nouveau seuil d'alerte. Les dernières prévisions de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) montrent que l'épisode d'El Niño en cours devrait encore gagner en intensité entre août et octobre. À lui seul, ce phénomène naturel ne constitue pas une nouveauté : il revient périodiquement tous les deux à sept ans. Mais cette fois, il intervient sur une planète déjà profondément bouleversée par les émissions de gaz à effet de serre produites par des décennies de dépendance au charbon, au pétrole et au gaz.

« La crise climatique s'emballe »

Pour António Guterres, secrétaire général de l'ONU, le constat est sans équivoque : « la crise climatique s'emballe ». Les températures devraient rester supérieures aux normales sur la quasi-totalité des continents, tandis que les régimes de pluie seront profondément perturbés.

Les scientifiques de l'OMM prévoient également la formation d'un dipôle positif de l'océan Indien. Combiné à El Niño, ce phénomène pourrait accentuer les sécheresses dans certaines régions et provoquer ailleurs des précipitations d'une violence inhabituelle. Les extrêmes climatiques deviennent progressivement la norme.

Les conséquences touchent directement des centaines de millions de personnes. La mousson indienne, essentielle à l'alimentation de plus d'un milliard d'habitants, accuse déjà un déficit préoccupant. Des conditions plus sèches sont également attendues dans plusieurs régions d'Asie, d'Europe, d'Australie, des Caraïbes et d'Amérique latine, tandis que d'autres territoires devront faire face à des pluies plus abondantes et à des risques accrus d'inondations.

Cette évolution n'est pas seulement une crise envi-

ronnementale. Elle menace la sécurité alimentaire, fragilise les réseaux électriques, perturbe les transports, augmente le coût des produits de première nécessité et met en danger les populations les plus pauvres. Les enfants, les personnes âgées, les travailleurs exposés à la chaleur et les habitants des quartiers précaires paient déjà le prix d'un dérèglement dont ils ne sont pourtant pas responsables.

L'ONU rappelle que les systèmes d'alerte et les politiques d'adaptation peuvent sauver des vies. Mais ils ne suffiront pas si les gouvernements continuent à repousser les décisions indispensables. Pour António Guterres, la véritable cause de cette accélération est connue : la poursuite d'un modèle économique reposant sur les combustibles fossiles.

La Réunion concernée

À La Réunion, île particulièrement exposée aux conséquences du changement climatique, cette alerte mondiale doit être entendue avec gravité. Sécheresses, tensions sur l'eau, risques cycloniques plus intenses, dépendance alimentaire et énergétique : autant de vulnérabilités qui imposent d'engager sans attendre une stratégie de développement fondée sur les ressources locales, les énergies renouvelables et une plus grande souveraineté. Plus que jamais, la crise climatique démontre qu'il devient urgent de rompre avec un modèle de développement qui conduit la planète dans une impasse.

M.M.

Oté

« Apiye aou dsi out zénèss ! » : In kozman pou la rout

Mézami défoi, san tro fèr ésspré, sèrtin i apiye dsi zépol in moune é sak i siport l'apiyaz i di kozman mwin la mark an-o la : « Apiye aou dsi out zénèss ! » é l'apiyèr i trouv sa i amiz ali bonpé. Alor li rir sinploman épi li pass a ote shoz.

Mé apiye sé pa arienk sa. In légzanp : kan dê koureur l'aoré mézir inn avèk l'ote, lo piblik i kriye : « apiye ali ! » É sa i vé dir dépass ali. Kan sé in zélékssion lo militan i apiye in kandida. Bann bivèr d'rak i apiye la boutik. Kan dè pèrsone i ankouraz inn-a-l'ote demoune i di : « zot i apiye lo rin inn-a-l'ot ».

Dann siklone demoune i apiye la port avèk la fénète avèk gro-gro pyèss de boi pou anpèsh kapote lo kaz.; Mèm lo toi i apiye avèk bèl-bèl galé pou anpèsh lo toi volé.

Alé ! Mi kite azot koz la dsi é nii retrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin